



Méi fir Suessem.

“**d’Leit staark maachen**”, das war unser Leitmotiv bei den letzten Wahlen. Unser Wahlprogramm war und bleibt die Grundlage unserer politischen Arbeit hier in der Gemeinde. Und, wenn man genau hinschaut, so könnte man meinen, dieses Wahlprogramm sei immer noch genauso aktuell wie vor fünf Jahren. Heißt das denn, dass sich gar nichts geändert hat? Gar nichts? Nein, das wäre falsch und unangemessen. Grundsätzliches? Naja, grundsätzlich hat sich nicht viel verändert. Wir wollen euch in den nächsten Seiten anhand unserer bereits geleisteten politischen Arbeit im Gemeinderat und in den Kommissionen, unsere Idee einer Gemeinde präsentieren, in der alle BürgerInnen die Möglichkeit – ja sogar die Pflicht - haben, sich einzubringen und ihre Gemeinde mitzugestalten. Und zwar nicht im Hinblick auf gute Umfragewerte, sondern in Hinblick auf eine gute Lebensqualität für ALLE BürgerInnen und im Hinblick auf eine Festigung unserer demokratischen Strukturen.

Preise die exponentiell steigen, “working poor”, unbezahlbarer Wohnraum, Zerstörung von natürlichem Lebensraum! Altersheim, Square Mile, Belval Nord und Belval Sud heißen die neuen kapitalistischen Zugpferde unserer Gemeinde. Und sie treiben die Preise kräftig an, ohne dass Staat und Gemeinde wirklich gegensteuern.

Wir brauchen mehr Menschlichkeit und Achtsamkeit im Umgang miteinander und natürlich auch in der Politik. Miteinander und nicht gegeneinander, auch wenn man unterschiedlicher Meinung ist! **Das sind die Werte, die WIR hochhalten!**

«**d’Leit staark maachen**», tel était notre leitmotiv lors des dernières élections. Notre programme électoral était et reste la base de notre travail politique dans la commune. Et, si l’on y regarde de plus près, on pourrait penser que ce programme électoral est toujours aussi actuel qu’il y a cinq ans. Cela signifie-t-il que rien n’a changé ? Rien du tout ? Non, ce serait faux et inapproprié. Des changements fondamentaux ? Eh bien, fondamentalement, peu de choses ont changé. Dans les pages qui suivent, nous voulons vous présenter, sur la base du travail politique que nous avons déjà accompli au sein du conseil communal et des commissions, notre idée d’une commune dans laquelle tous les citoyens ont la possibilité - et même le devoir - de s’impliquer et de participer à l’organisation de leur commune. Et ce, non pas dans l’optique de bons sondages, mais dans l’optique d’une bonne qualité de vie pour TOUS les citoyens et dans l’optique d’une consolidation de nos structures démocratiques.

Des prix qui augmentent de manière exponentielle, des « working poor », des logements inabordables, la destruction de l’habitat naturel ! Maison de retraite, Square Mile, Belval Nord et Belval Sud sont les nouveaux chevaux de bataille capitalistes de notre commune. Et ils font fortement monter les prix, sans que l’État et la commune ne s’y opposent vraiment.

Nous avons besoin de plus d’humanité et d’attention dans nos relations mutuelles et bien sûr aussi en politique. Ensemble et non pas les uns contre les autres, même si l’on n’est pas d’accord ! **Ce sont les valeurs que NOUS portons haut !**

Logement : qui peut encore se le permettre ?

La loi Pacte Logement 1 a certes créé l'obligation pour les promoteurs, dans les nouveaux quartiers, de céder 10% des logements à partir de 25 logements à un prix «abordable» inférieur au prix du marché, soit à des personnes bénéficiant d'une aide au logement, soit aux communes pour qu'elles puissent construire des logements abordables. Le prix exact du «logement abordable» en dessous du prix du marché n'a toutefois pas été fixé. Selon la loi, il doit être fixé avec les promoteurs lors de l'élaboration du plan d'aménagement partiel.



Avec la commune de Sanem, l'AGORA a négocié sur Belval un prix „abordable“ de 80% du prix du marché en vigueur dans la commune de Sanem. En 2022, le prix moyen du marché pour un logement dans la commune était de 8.615,67 €/m² selon l'Observatoire de l'Habitat. Cela fait un prix au mètre carré pour les bénéficiaires d'aides au logement de 6.892,53 €/m², soit 80% du prix du marché, mais tout de même la coquette somme de 689.253 € pour un appartement de 100 m². Et cela avec les taux d'intérêt actuels des prêts hypothécaires ! Pourtant, il y a encore trois ans, le prix moyen du marché, qui s'élevait à 6.659 €/m², était même inférieur au prix actuel d'un „logement abordable“.

Voilà ce que l'on obtient en liant le prix du logement „abordable“ au prix du marché ! Si celui-ci augmente de 20% en trois ans, ce qui a été le cas, le logement „abordable“ augmente lui aussi du même prix ! Qui s'étonnera donc que dans notre commune, il soit de plus en plus difficile de trouver un logement, non seulement pour les jeunes qui vont travailler, mais aussi pour les personnes qui ne peuvent plus obtenir de prêt.

Comme on le sait, ArcelorMittal a transféré son ancien site industriel sur Belval dans une société commune avec l'État, l'AGORA, et profite maintenant largement de sa commercialisation en tant que centre commercial et résidentiel coûteux.

Le scandale Belval-Sud.

L'État et surtout les communes ont un rôle particulier à jouer dans le développement de logements abordables.

La loi Pacte Logement 2 du 30.07.2021 prévoit par exemple maintenant que 15% à 20% des terrains d'un plan d'aménagement partiel „nouveau quartier“ (PAP NQ) doivent être cédés **gratuitement** aux communes par le promoteur. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux PAP qui étaient déjà en cours de procédure avant le 18 février 2022. La grande majorité des promoteurs du pays ont profité de cette disposition transitoire et ont encore

rapidement déposé leurs plans, y compris l'AGORA, avec une participation de l'État.

La commune a ainsi „dû“ encore mettre sur la table (en période de transition) sur Belval-Sud le prix de 776.- €/m² de terrain à bâtir, soit 6,2 millions, presque la totalité du budget logement abordable de la commune en 2022. Quel gaspillage d'argent ! Selon l'Observatoire de l'Habitat (note 18, nov.21), le prix du terrain à bâtir entre le 01.01.2018 et le 31.12.2020 pour la commune de Sanem se situait entre 750 et 1.000 €/m². Les vendeurs obtiennent donc un prix exorbitant pour des terrains destinés à des „habitations abordables“ ! **Un scandale !**

Voici le résultat du marchandage avec l'AGORA :

Comme l'État (co-actionnaire d'AGORA) rembourse à la commune la moitié du prix d'achat sur la base du Pacte Logement, il en résulte le compte de résultat suivant :

Commune :	6,2 millions à Agora (3,1 à l'État, 3,1 à ArcelorMittal)
État :	3,1 millions reversés à la commune, pas de perte
Commune :	perte de 3,1 millions, ArcelorMittal : bénéfice de 3,1 millions

(La perte de la commune est compensée par des acheteurs privés - et non par Agora - et ce après des années, si la vente a lieu)

Nos conseillers municipaux Jos Piscitelli et Patrizia Arendt ont voté contre ce marché de dupes, les seuls !

Nous devons construire plus de logements locatifs !

La commune elle-même dispose encore actuellement de très peu de logements appartenant à la commune à louer en fonction des revenus. Peu d'autres sont prévus.

Par ailleurs, il existe peu d'offres de logements locatifs abordables par des organismes publics. La grande majorité des nouveaux objets de la SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché) ont été vendus selon le principe du „ bail emphytéotique „ pour 99 ans, comme les projets „ Geessewee „ à Belvaux et „ Taupeschwiss „ à Sanem. On ne sait pas encore ce qu'il adviendra du terrain acheté au prix fort sur Belval-Sud. La SNHBM doit y intervenir, tout comme sur Belval-Nord (où la commune a acheté des surfaces commerciales et sociales, mais pas de logements en plus).

On peut donc dire sans crainte que la commune de Sanem est terriblement sous-développée en matière de logements locatifs abordables ! Les jeunes et les personnes aux revenus faibles ne peuvent plus se permettre de se loger dans notre commune.

C'est là qu'il faut agir. Nous nous engageons à ce que les promoteurs publics ne proposent plus que des logements locatifs dans notre commune, qui est sous-développée à cet égard. La commune devrait elle-même s'engager dans cette direction en augmentant son budget pour la construction ou l'achat de logements locatifs abordables. L'objectif doit être de porter à 10% la part de logements locatifs abordables dans notre parc immobilier.

Le „plan d'action pour le logement“ de la commune de Sanem, qui a déjà été déposé auprès du gouvernement avant que le conseil communal ne puisse s'en occuper, ne contient rien de concret, si ce n'est de grandes déclarations d'intention. **Les conseillers communaux de déi Lénk Jos Piscitelli et Patrizia Arendt se sont abstenus sur ce cadre vide.**



Patrizia Arendt



Jos Piscitelli

Wohnen: wer kann sich das noch leisten?

Mit dem Pacte Logement 1 - Gesetz, wurde zwar in Neubaugebieten die Verpflichtung für Promotoren geschaffen, ab 25 Wohnungen 10% davon zu einem „erschwinglichen“ Preis unter dem Marktpreis abzutreten, entweder an Menschen, die Wohnungshilfe bekommen, oder an die Gemeinden, damit diese erschwingliche Wohnungen bauen können. Der genaue Preis des „erschwinglichen Wohnens“ unter dem Marktpreis wurde aber nicht festgelegt. Er soll laut Gesetz zusammen mit den Promotoren beim Erstellen des Teilbebauungsplanes festgelegt werden.

Mit der Gemeinde Sanem hat die AGORA einen „erschwinglichen“ Preis von 80% des gültigen Marktpreises in der Gemeinde Sanem auf Belval ausgehandelt. Im Jahr 2022 lag der durchschnittliche Marktpreis für eine Wohnung in der Gemeinde laut Observatoire de l'Habitat bei 8.615,67 €/m². Das macht einen Quadratmeterpreis für Wohnungshilfe-Bezieher von 6.892,53 €/m² aus, also 80% des Marktpreises, aber immerhin noch stolze 689.253 € für eine 100 m²-Wohnung. Und das bei den aktuellen Zinssätzen für Hypothekendarlehen! Dabei lag noch vor drei Jahren der durchschnittliche Marktpreis mit 6.659 €/m² sogar noch unter dem heutigen Preis für „erschwingliches Wohnen“.

Das kommt dabei heraus, wenn man den Preis des „erschwinglichen“ Wohnens an den Marktpreis bindet! Wenn dieser in drei Jahren um 20% steigt, was der Fall war, steigt auch das „erschwingliche“ Wohnen um den gleichen Preis! Wen wundert es da noch, dass es in unserer Gemeinde nicht nur für junge Menschen, die arbeiten gehen, sondern auch für Menschen, die kein Darlehen mehr bekommen, immer schwieriger wird, eine Wohnung zu finden.

Bekanntlich hat die ArcelorMittal ihr ehemaliges Industriegrundstück auf Belval in eine gemeinsame Gesellschaft mit dem Staat, die AGORA, eingebracht und profitiert nun kräftig von der Vermarktung als Kommerz- und teures Wohnzentrum.

Der Skandal um Belval-Sud.

Eine besondere Bedeutung bei der Entwicklung von erschwinglichem Wohnraum, kommt dem Staat und vor allem den Gemeinden zu.

Das Pacte-Logement 2 - Gesetz vom 30.07.2021 sieht z.B. jetzt vor, dass den Gemeinden 15% - 20% der Grundstücke eines Teilbebauungsplanes „nouveau quartier“ (PAP NQ) vom Promotor **unentgeltlich** abgetreten werden müssen. Dies gilt jedoch nicht für PAP, die vor dem 18.02.2022 bereits

in der Prozedur waren. Von dieser Übergangsbestimmung haben die allermeisten Promotoren im Land profitiert und noch schnell ihre Pläne eingereicht, auch die AGORA mit staatlicher Beteiligung.

Die Gemeinde „musste“ so (in der Übergangszeit) auf Belval-Sud noch den Preis von 776.- €/m² Bauterrain auf den Tisch blättern, das waren 6,2 Millionen, fast das gesamte Budget für erschwinglichen Wohnungsbau der Gemeinde im Jahr 2022. Welch eine Geldverschwendung! Laut dem Observatoire de l'Habitat (note 18, nov.21) lag der Preis für Bauterrain zwischen 01.01.2018 und 31.12.2020 für die Gemeinde Sanem zwischen 750.- und 1.000.- €/m². Die Verkäufer erhalten also einen stolzen Preis für Grundstücke, die für „erschwingliches Wohnen“ gedacht sind! **Ein Skandal!**

So lief der Kuhhandel mit der AGORA:

Da der Staat (Mit-Aktionär der AGORA) der Gemeinde die Hälfte des Kaufpreises aufgrund des Pacte Logement wiedervergütet, ergibt sich daraus folgende Gewinn-/Verlustrechnung:

Gemeinde:	6,2 Mio an Agora (3,1 an Staat, 3,1 an ArcelorMittal)
Staat:	3,1 Mio zurück an Gemeinde, kein Verlust
Gemeinde:	Verlust von 3,1 Mio, ArcelorMittal: Gewinn von 3,1 Mio.

(Der Verlust der Gemeinde wird durch private Käufer ausgeglichen - nicht durch Agora - und das nach Jahren, falls der Verkauf stattfindet)

Unsere Gemeinderäte Jos Piscitelli und Patrizia Arendt haben gegen diesen Kuhhandel gestimmt, als einzige!

Wir müssen mehr Mietwohnungen bauen!

Die Gemeinde selbst verfügt z.Z. immer noch über sehr wenige gemeindeeigene Wohnungen zum Vermieten nach dem Einkommen. Wenige weitere sind geplant.

Daneben gibt es wenig Angebote von erschwinglichen Mietwohnungen durch öffentliche Träger. Die allermeisten neuen Objekte der SNHBM (Société Nationale des Habitations à Bon Marché oder « Billig Wohnen ») wurden nach dem „Erbpachtprinzip“ für 99 Jahre verkauft, so die Projekte „Geessewee“ in Beles und „Taupeschwiss“ in Sanem. Was mit dem teuer erworbenen Grundstück auf Belval-Sud geschieht, ist noch nicht bekannt. Hier soll die SNHBM aktiv werden, ebenso wie auf Belval-Nord (wo die Gemeinde kommerzielle und soziale Nutzfläche, aber keine Wohnungen dazu gekauft hat).

Man kann also ruhig sagen, dass die Gemeinde Sanem furchtbar unterentwickelt ist, was erschwingliche Mietwohnungen angeht! Junge Leute und Leute mit einem niedrigen bis durchschnittlichen Einkommen können sich keine Wohnung mehr in unserer Gemeinde leisten.

Hier gilt es anzusetzen. Wir setzen uns dafür ein, dass von öffentlichen Trägern in unserer, in dieser Hinsicht unterentwickelten, Gemeinde nur noch Mietwohnungen angeboten werden. Die Gemeinde sollte selbst aktiv in diese Richtung werden, durch ein gesteigertes Budget für den Bau resp. Kauf von erschwinglichen Mietwohnungen. Ziel muss es sein, den Anteil der erschwinglichen Mietwohnungen am Wohnungspark bei uns auf 10% zu erhöhen.

Der „Aktionsplan Wohnen“ der Gemeinde Sanem, der bereits bei der Regierung eingereicht wurde bevor sich der Gemeinderat damit befassen konnte, enthält außer heeren Absichtserklärungen nichts Konkretes. **Die Gemeinderäte von déi Lénk Jos Piscitelli und Patrizia Arendt haben sich bei diesem leeren Rahmen enthalten.**

Sanem und die Mobilität

Verantwortung tragen oder abgeben?

Kaum ein Thema erregt die Gemüter so, wie die Frage des Verkehrs, oder allgemein die der Fortbewegung, im Auto, mit dem öffentlichen Transport, auf dem Fahrrad, oder zu Fuß. Und auch wenn uns dieses Thema als äußerst dringend erscheint, so wird man das Gefühl nicht los, als wäre hier - sowie auch im Wohnungsbau - noch keine wirkliche Notstand-Stimmung aufgekommen. Dabei kann man die Frage des Verkehrs und der Mobilität nicht von Sicherheit und Umweltschutz trennen. Aber: wie lösen wir das Problem?

Hier sind einige von unseren Antworten:

- 1. Die Fußgänger** müssen in jedem Fall Priorität genießen: gut beleuchtete Fußgängerstreifen mit besonders auffälliger Signalisation, überall Bürgersteige oder separate, von der Straße getrennte Gehwege.
- 2. Radfahrer:** an oberster Stelle müssen bessere, komplett abgesicherte Verbindungen zwischen Wohn- und Arbeitsorten bzw. Einkaufsorten stehen. Als erstes sollte eine konkrete Bedürfnisermittlung erfolgen. Der Masterplan 2030 der Gemeinde ist hier zu unverbindlich.
- 3. Öffentlicher Transport:** Wir wollen uns für den Ausbau der öffentlichen Verkehrsmittel einsetzen und dafür, dass die Südtram kurzfristig in Angriff genommen wird. Wir fordern auch seit Jahren die Lösung des Problems der Anbindung der interkommunalen TICE-Busse an die CFL-Bahnhöfe.
- 4. Individueller Autoverkehr:** Es wird zurecht beklagt, dass Ponts&Chaussées und Gemeinde es nicht fertigbringen, ihre Baustellen miteinander zu koordinieren. Dabei kann es keine einseitigen Schuldzuweisungen geben. Beide müssen besser zusammenarbeiten. Wir wollen aber auch kommunale Carsharing-Systeme in allen größeren Ortsteilen einführen, damit für sporadische Fahrten, für die z.B. ein Zweitwagen benötigt würde, nicht mehr unbedingt auf das eigene Auto zurückgegriffen werden muss.
- 5. Unverzichtbarer Berufsverkehr:** Für Berufspendler, die auf ihr Auto angewiesen sind, sowie Busse und LKWs, soll auf bestehenden Routen, auch der Collectrice du Sud, dieser Verkehr besser durch die Stoßstunden geschleust werden. Dazu gehören Verkehrsregulierungen und, wenn nötig, Geschwindigkeitsbegrenzungen.

Es wird also höchste Zeit, Nägel mit Köpfen zu machen und politische Courage zu zeigen!



Sanem et la mobilité

Assumer ou abandonner ses responsabilités ?

Il n'y a guère de sujet qui déchaîne autant les passions que la question de la circulation, ou plus généralement des déplacements, en voiture, en transports publics, à vélo ou à pied. Et même si ce sujet nous semble extrêmement urgent, on ne peut s'empêcher de penser que – comme pour le logement - il n'y a pas encore vraiment perception d'un état d'urgence dans ce domaine. Pourtant, on ne peut pas séparer la question du transport et de la mobilité de celle de la sécurité et de la protection de l'environnement. Mais comment résoudre le problème ? **Voici quelques-unes de nos réponses :**

- 1. la priorité doit être donnée aux piétons** dans tous les cas : bandes piétonnes bien éclairées avec une signalisation particulièrement visible, partout des trottoirs ou des voies piétonnes séparées et distinctes de la route
- 2. cyclistes :** la priorité doit être donnée à de meilleures liaisons, entièrement sécurisées, entre les lieux d'habitation et les lieux de travail ou d'achat. La première chose à faire est de déterminer concrètement les besoins. Le plan directeur 2030 de la commune n'est pas contraignant à cet égard.
- 3. transports en commun :** nous voulons nous engager pour le développement des transports en commun et pour que le tram sud soit entrepris à court terme. Nous demandons également depuis des années que le problème de la connexion des bus intercommunaux TICE avec les gares CFL soit résolu.

- 4. trafic automobile individuel :** on déplore à juste titre que les Ponts&Chaussées et la commune ne parviennent pas à coordonner leurs chantiers. Il n'est pas possible de rejeter la faute sur un seul côté. Les deux doivent mieux collaborer. Mais nous voulons aussi introduire des systèmes communaux d'autopartage dans tous les grands quartiers, afin qu'il ne soit plus absolument nécessaire de recourir à sa propre voiture pour des trajets sporadiques qui nécessiteraient par exemple une deuxième voiture.
- 5. trafic professionnel indispensable :** pour les navetteurs qui dépendent de leur voiture, ainsi que pour les bus et les camions, il faut mieux faire passer ce trafic aux heures de pointe sur les itinéraires existants, y compris la Collectrice du Sud. Cela implique une régulation du trafic et, si nécessaire, des limitations de vitesse.

Il est donc grand temps de passer à l'action et de faire preuve de courage politique !

Kritisches Gutachten zum PDAT mit unseren Stimmen angenommen.

Der „Plan Directeur de l’Aménagement du Territoire“ (PDAT) der Regierung soll Leitlinien für eine kohärente Landesplanung festlegen. Insgesamt sollen weniger Landschaftsfläche versiegelt, die Funktion der einzelnen Gemeinden bei der Landesplanung überdacht und die Großregion (mit Nachbarländern) in die Planung einbezogen werden.

Der Gemeinderat hat dazu ein kritisches Gutachten verfasst. Neben neuen Instrumenten für das Fördern von staatlich gebauten, erschwinglichen Wohnungen und neben der Verpflichtung für Privatpromotoren, zur Schaffung von erschwinglichem Wohnraum beizutragen, stellt sich außerdem die allgemeine Frage der finanziellen Mittel, die Gemeinden in der Hand haben, um ihren Aufgaben gerecht zu werden.

Ausnahmsweise, weil die Prozedur es so vorsieht, musste dieses Gutachten dem Gemeinderat vorgelegt werden. déi Lénk konnte viel zum Inhalt beitragen und wichtige Akzente setzen und mit gutem Gewissen konnten dann auch ihre Gemeinderäte Patrizia Arendt und Jos Piscitelli das Gutachten mitstimmen. Dies zeigt auch erneut, wie wichtig es ist, alle im Gemeinderat amtierenden Mitglieder bei der Gestaltung von Gemeindepolitik mit einzubeziehen!

Avis critique sur le PDAT adopté avec nos voix.

Le „Plan Directeur de l’Aménagement du Territoire“ (PDAT) du gouvernement doit fixer des lignes directrices pour un aménagement cohérent du territoire. Globalement, il s’agit d’impermeabiliser moins de surfaces paysagères, de repenser la fonction des différentes communes dans l’aménagement du territoire et d’intégrer la Grande Région (avec les pays voisins) dans la planification.

Le conseil communal a rédigé un avis critique à ce sujet. Outre la nécessité de nouveaux instruments pour la promotion de logements abordables construits par l’État et l’obligation pour les promoteurs privés de contribuer à la création de logements abordables, se pose également la question générale des moyens financiers dont disposent les communes pour remplir leurs missions.

Exceptionnellement, parce que la procédure le prévoit, cette expertise a dû être soumise au conseil communal. déi Lénk a pu contribuer largement au contenu et mettre l’accent sur des points importants, et c’est en toute bonne conscience que ses conseillers communaux Patrizia Arendt et Jos Piscitelli ont ensuite pu voter l’avis. Cela montre une fois de plus à quel point il est important d’impliquer tous les membres du conseil communal dans l’élaboration de la politique communale !



“Unterirdische” Ereignisse im “Dossier Contournement”.

Zu Anfang ignoriert und belächelt, hat déi Lénk Suessem nie klein beigegeben und dank verschiedener aktiver Organisationen, wie unter anderem der Bürgerinitiative und deren Verbündeten, natur&ëmwelt Gemeng Suessem, Mouvement Ecologique Bezirk Süden, Youth for Climate, konnte das Schlimmste verhindert werden.

Das Verbrechen am Wald wäre auch zu eklatant vor den Doppelwahlen in diesem Jahr gewesen, besonders seitens der Grünen. Denn die Bagger sollten bereits im März 2023 rollen, so war es von Minister Bausch im Herbst versprochen worden. Am meisten fürchteten die grünen Ressortminister François Bausch und Joëlle Welfring die juristischen Verfahren zur Rettung der Naturschutzzonen, wie sie heute zugeben. Es gibt einen wirklichen Gewinner in dieser Angelegenheit: der Wald und damit unser gemeinsames menschliches Gut. Die neue Tunnel-Variante, die weiterhin eine Naturschutzzone (Dreckwis) durchquert und am Bobësch entlang verläuft, nicht so weit von Sanem entfernt, ist wohl disproportioniert, und wirft in jeder Hinsicht neue Fragen auf. Hier muss die Gemeinde sich voll einbringen und sehr genau prüfen.

Die längst überfälligen Verkehrsberuhigungen in der avenue du Luxembourg, müssen jetzt sofort realisiert werden! Der Bobësch ist jedenfalls unantastbar geworden! Das ist gut so und nicht mehr rückgängig zu machen! Es gibt noch viele kleine Wälder, die es zu schützen gilt! **Wir bleiben dran, denn sich wehren lohnt sich!**

Evénements “souterrains” dans le “dossier Contournement”.

Ignoré et moqué au début, déi Lénk Suessem n’a jamais cédé et grâce à différentes organisations actives, comme entre autres l’initiative citoyenne et ses alliés, natur&ëmwelt Gemeng Suessem, le Mouvement Ecologique Régionale Sud, Youth for Climate, le pire a pu être évité.

Le crime contre la forêt aurait également été trop flagrant avant les doubles élections de cette année, notamment de la part des Verts. Car les pelleteuses devaient déjà rouler en mars 2023, comme l’avait promis le ministre Bausch à l’automne. Ce que les ministres verts de tutelle François Bausch et Joëlle Welfring craignaient le plus, ce sont les procédures juridiques pour sauver les zones naturelles protégées, comme ils l’admettent aujourd’hui. Il y a un vrai gagnant dans cette affaire : la forêt et donc notre bien humain commun. La nouvelle variante de tunnel, qui continue de traverser une zone de protection de la nature (Dreckwis) et de longer le Bobësch, pas si loin de Sanem, est sans doute disproportionnée, et soulève de nouvelles questions à tous points de vue. La commune doit ici s’impliquer pleinement et examiner très attentivement la question.

Les mesures de modération du trafic dans l’avenue du Luxembourg, qui auraient dû être prises depuis longtemps, doivent être réalisées immédiatement ! En tout cas, le Bobësch est devenu intouchable ! C’est une bonne chose et c’est irréversible ! Il y a encore beaucoup de petites forêts à protéger ! **Nous ne lâcherons pas prise, car cela vaut la peine de se battre !**

Kostendeckungsprinzip über alles?

Le principe de la couverture des coûts avant tout ?

WAASSERTRAP.

Seit März 2006 werden die „Pensionspreise“ im gemeindeeigenen CIPA-REWA integral nach jeder Indextranche um 2,5 % erhöht. Unserer Meinung nach setzt sich der Pensionspreis aus mehreren Komponenten zusammen, wobei eine davon als „Miete“ zu betrachten ist, welche nicht einfach so angepasst werden darf. Weiter müsste der Pensionspreis sozial gestaffelt sein.

Da das gemeindeeigene Altersheim finanziell gutdasteht, fordern wir einen direkten Stopp dieses Index-Automatismus und ein Nachbessern der Pensionspreisstruktur, aufgeschlüsselt nach klaren, sozialen und nachvollziehbaren Kriterien.

2023 sollen 3 Indextranchen erfallen – ein klares Zeichen dafür, dass wir in einer Wirtschaftskrise stecken. Durch die gleichzeitige Erhöhung der Preise sollen diese Tranchen automatisch wieder von den Renten abgezogen werden, das ist unzumutbar!

WAASSERTRAP.

Depuis mars 2006, les „prix de pension“ du CIPA-REWA, propriété de la commune, sont intégralement augmentés de 2,5% après chaque tranche d'indexation. Nous estimons que le prix de pension se compose de plusieurs éléments, dont l'un doit être considéré comme un „loyer“ qui ne peut pas être adapté sans autre. De plus, le prix de la pension devrait être échelonné socialement.

Étant donné que la maison de retraite communale se porte bien financièrement, nous demandons l'arrêt direct de cet index automatique et une amélioration de la structure des prix de pension, répartie selon des critères clairs, sociaux et compréhensibles.

En 2023, trois tranches d'indexation doivent être versées - un signe clair que nous sommes en pleine crise économique. En raison de l'augmentation simultanée des prix, ces tranches seront automatiquement déduites des pensions, ce qui est inacceptable !

TAXE D'EAU.

Alors que la majorité actuelle (LSAP-CSV) s'en tient strictement aux „instructions“ du ministère de l'Intérieur et affirme que si la commune voulait introduire un volume d'eau gratuit ou un prix de l'eau différencié selon la consommation, elle n'obtiendrait pas l'autorisation de le faire.

Les conseillers communaux de déi Lénk ont contre-argumenté et démontré que, selon la directive européenne sur l'eau, une différenciation du prix de l'eau est bel et bien possible et même explicite. Citation : **„tarification par paliers progressifs („rising blocks“) ... combinaison d'un volume d'eau de base forfaitaire et de prix unitaires élevés pour des utilisations d'eau supérieures à ce volume de base ou à des fins non essentielles“**. Là où il y a une volonté, il y a un chemin !

WAASERTAXE.

Während die aktuelle Majorität (LSAP-CSV) sich stramm an die „Anweisungen“ des Innenministeriums hält, und behauptet die Gemeinde würde, wenn sie denn eine Gratismenge an Wasser oder einen nach dem Verbrauch differenzierten Wasserpreis einführen wollte, sie dies nicht genehmigt bekommen würde.

Die déi Lénk - Gemeinderäte gegenargumentierten und wiesen nach, dass laut der Europäischen Wasserdirektive sehr wohl und sogar explizit eine Differenzierung des Wasserpreises möglich ist. Zitat: **„tarification par paliers progressifs („rising blocks“) ... combinaison d'un volume d'eau de base forfaitaire gratuit et de prix unitaires élevés pour des utilisations d'eau supérieures à ce volume de base ou à des fins non essentielles“**. Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg !



WAASSERKAPP.

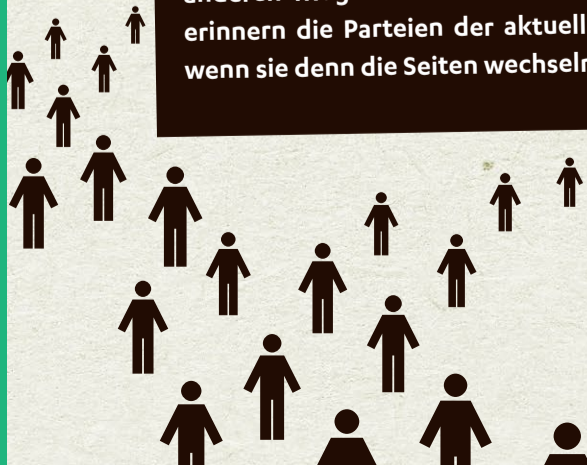
Es ist schon befremdend, welche Argumente vom Schöffenrat benutzt werden, wenn es um die gleichberechtigte Partizipation der Vertreter:innen der Opposition in verschiedenen Arbeitsgruppen der Gemeinde geht. Die drei Oppositionsparteien hatten in einem gemeinsamen Appel gefordert, dass alle Oppositionsparteien in der Arbeitsgruppe „restauration scolaire“ vertreten sein sollen.

Der Schöffenrat hat dies abgelehnt mit dem Argument, man habe schon genug Leute in dieser Arbeitsgruppe und man wolle einen Wasserkopf vermeiden. Nach den Wahlen könnte die neue Koalition dann entscheiden ob und welche anderen Möglichkeiten von Zusammensetzung sich ergeben. Hoffentlich erinnern die Parteien der aktuellen Opposition sich dann an ihr Anliegen, wenn sie denn die Seiten wechseln. Das Sein bestimmt das Bewusstsein!

DEMOCRATIE SURDIMENSIONNEE.

Les arguments utilisés par le collège échevinal lorsqu'il s'agit de la participation égale des représentants de l'opposition dans les différents groupes de travail de la commune sont assez déconcertants. Les trois partis d'opposition avaient demandé dans un appel commun que tous les partis d'opposition soient représentés dans le groupe de travail „restauration scolaire“.

Le conseil échevinal a refusé, arguant qu'il y avait déjà suffisamment de personnes dans ce groupe de travail et que l'on voulait éviter qu'il soit surdimensionné. Après les élections, la nouvelle coalition pourrait décider si d'autres possibilités de composition se présentent et lesquelles. Espérons que les partis de l'opposition actuelle se souviendront alors de leur objectif s'ils changent de camp. L'être détermine la conscience !





Go Vote! Vá votar!

<https://jepeuxvoter.lu/>

Mitgestalten einfach gemacht!

Participer, c'est facile !

Ihr habt eine Meinung und wollt diese mit uns teilen? Ihr wollt uns unterstützen, oder aktiv mitmachen? **Dann meldet euch bei uns.**

Vous avez une opinion et vous voulez la partager avec nous ? Vous voulez nous soutenir ou participer activement ? **Alors n'hésitez pas à nous contacter.**



Email:

info.sanem@dei-lenk.lu

Facebook:

www.facebook.com/LenkSuessem

Instagram:

www.instagram.com/dei_lenk_suessem

Website:

suessem.dei-lenk.lu

Unser Team für die Gemeindewahlen 2023

Notre équipe pour les élections communales de 2023



Myriam Cecchetti

57, Sanem

enseignante, députée, anc. conseillère communale et échevine



Jos Piscitelli

64, Belvaux

fonctionnaire d'Etat e.r. conseiller communal



Patrizia Arendt

61, Sanem

chargée de cours e.r. conseillère communale



Irina Holzinger

40, Belvaux

bibliothécaire-documentaliste coordinatrice de déi Lénk Suessem



Pietro Benedetti

64, Sanem

consultant e.r.



Steve Biver

37, Sanem

attaché parlementaire



Mirka Costanzi

35, Soleuvre

assistante sociale pédagogue de théâtre



Franky Gilbertz

39, Belvaux

cheminot



Carmen Krier

36, Belvaux

vendeuse



Romy Massard-Reinert

61, Soleuvre

infirmière e.r.



Tania Mousel

33, Belvaux

bibliothécaire-documentaliste



Pierre Mousel

63, Belvaux

enseignant e.r.



Maria de Lurdes Pereira de Azevedo

45, Belvaux

aide-éducatrice



Dany Pereira Figueiredo

30, Belvaux

ingénieur en génie civil



Sandra Philipps

50, Belvaux

employée d'Etat



Olivier Seyler

27, Belvaux

chauffeur-livreur



Serge Urbany

71, Sanem

juriste e.r., anc. député